

Les premiers tronçons du mur de La Plaine arrivent sur la place

La société en charge de l'aménagement de la place Jean-Jaurès a décidé de l'érection d'un mur de 2m50 pour "garantir l'apaisement nécessaire au démarrage des travaux". Les premiers tronçons du mur de béton sont arrivés sur la place soulevant la colère des opposants au projet.



Par Benoît Gilles, le 30 Oct 2018

Lien : <https://marsactu.fr/les-premiers-troncons-du-mur-de-la-plaine-arrivent-sur-la-place/>

Il arrive par tronçons, sous la forme de blocs de béton en forme de L. Une dizaine de camions semi-remorques ont déchargé lundi ces éléments du mur de protection du chantier de La Plaine. Un des conducteurs d'engin qui procède à l'installation évoque "96 semi-remorques programmés".

Lui-même n'a pas d'idée précise de la durée de l'installation mais promet que "ça va assez vite". Les éléments du mur de 2m50 de haut prendront place sur la chaussée "à 1m50 du trottoir", indique la même source. "Ils utilisent ce type de matériaux le long des autoroutes avec de la terre d'un côté pour le lester mais ici ça ne sera pas la peine". Installé dans sa cabine, il laisse son moteur tourner alors que la nuit tombe. Trois nouveaux semi-remorques viennent d'arriver sur La Plaine et il doit décharger sous les huées des "opposants", "zadistes" ou "anarchistes" comme les appelle indifféremment Gérard Chenoiz qui brocarde volontiers "les 50 meneurs suivis par 5 à 600 fêtards".

"Garantir l'apaisement"

Ce lundi matin, le président LR de la Soleam, société publique locale en charge de l'aménagement, conviait la presse pour un nouveau point sur le projet. Une communication médiatique assortie d'une lettre qui doit être distribuée dans les boîtes aux lettres du quartier pour expliquer "la pose d'un système de barrières important", sous la forme d'une "palissade en béton de 2,5 m tout autour de la place, pour garantir l'apaisement nécessaire au démarrage du chantier". L'opération fait grimper la facture du retard de "500 000 euros supplémentaires". Gérard Chenoiz l'évaluait à 100 000 euros, il y a quelques jours à peine, mais cela comprend désormais les 30 000 euros de la porte de la Soleam vandalisée le premier jour du chantier et les "390 000 euros de ce mur".

À ses côtés, le préfet de police, Olivier-Pierre de Mazières abonde dans le même sens en soulignant les "11 000

heures” de temps de travail des fonctionnaires de police qui ont été nécessaires à la sécurisation du chantier depuis le 11 octobre : *“Il s’agit d’une minorité souvent extérieure à Marseille, voire extérieure au département, qui résiste à la loi et au projet d’aménagement. Nous ne le laisserons pas faire.”* Il reconnaîtra plus tard que cette affirmation est basée sur des éléments pêchés sur les réseaux sociaux et non pas le fruit d’une enquête de ses services de renseignements. Il est en tout cas très ferme face aux *“violences”, “exactions”, “agressions”* de cette minorité.

“On va vivre avec un mur pendant 3 ans”

Quelques heures plus tard sur le site, “la palissade” est loin d’être perçue comme une mesure d’apaisement alors que la dépose du mur a démarré. Ni zadiste, ni opposante, une dame tente de passer à l’écart du nouveau face-à-face. *“Ils ne peuvent pas faire un projet sans dépenser des millions et chasser les gens ?, demande-t-elle. C’est triste de voir ça, on va vivre avec un mur pendant trois ans ?”* Elle n’est pas la seule passante ou curieuse qui se mêlent aux opposants pour critiquer la façon dont le projet est mené.

Sur ce qui reste de la clôture du petit square, une cinquantaine de personnes huent les policiers et demandent aux ouvriers d’arrêter l’opération. Le face-à-face vire à l’échauffourée à plusieurs reprises. Des coups partent, les lacrymos giclent et un jeune homme est mis au sol puis arrêté alors que les deux groupes suivent le déplacement des camions. Les affrontements se poursuivent tout le long de la rue Saint-Savournin où des manifestants tentent d’empêcher le départ d’un camion vide. Les CRS les repoussent au pas de charge. Pendant ce temps, trois autres camions arrivent plein de l’autre côté et commencent à décharger.

“C’est pas trop joli”

Gérard Chenoz annonce que l’installation de *“la palissade béton”* prendra *“trois jours”* mais qu’elle n’est pas définitive. *“Nous pourrions l’ouvrir à la circulation des riverains, selon l’avancée des travaux, explique l’élu. Je déplore ce gaspillage d’argent public. Là où une simple grille suffirait. C’est pas trop joli”*. Il promet aussi une décoration du mur avec des artistes graphes, via une association encore inconnue. Il pourra, précise la lettre aux habitants, *“servir de support de communication sur le projet”*.

En attendant ce travail d’artiste, Gérard Chenoz appelle au dialogue *“même avec les gens de l’assemblée de La Plaine”* mais pas *“dans des conditions qui ne sont pas acceptables comme l’arrêt du chantier ou la libération des prisonniers.”* Il annonce être prêt à recevoir les représentants de l’association Un centre-ville pour tous qui ont fait signer un appel à l’arrêt du chantier par 120 personnalités, les représentants des commerçants qui eux aussi demandent un moratoire et les *“riverains de la Plaine”*, un collectif né sur Facebook et dont la composition exacte prête à beaucoup de rumeurs. *“Ils m’ont demandé que je les reçoive et je vais le faire”*, assure Gérard Chenoz.

“Nous sommes au milieu de l’escalade”

Une demande qui ne dit rien à Nicolas, un habitant de la Plaine, qui joue le rôle de porte-parole anonyme et improvisé des *“80 riverains et habitants”* inscrits sur la page Facebook. Mais le riverain est prudent, *“je ne suis pas le seul à décider, quelqu’un l’a peut-être fait”*. En tous cas, la Soleam a abondamment repris leur communiqué qui appelle à la reprise des travaux. *“Il y a en ce moment, une escalade entre la Soleam et l’assemblée de la Plaine et nous sommes au milieu, explique-t-il. Nous sommes ni pour les CRS, ni pour la ZAD. Nous voulons que les travaux reprennent parce que la place a besoin de cela. Elle est à l’abandon. Mais, il y a chez nous des gens qui sont pour, d’autres qui ont des doutes”*.

Gérard Chenoz dit que son bureau *“est ouvert à tous”* après tout, *“parler c’est mon métier”*. *“Et écouter ?”*, interroge un journaliste. *“Oui aussi écouter...”* La preuve, il est même prêt à faire évoluer le projet *“si les gens veulent un parc à chiens ou un terrain de boules”*. Pour l’instant, ils sont nombreux à ne pas vouloir d’un mur sur la place et à le faire savoir.